

LA RÉPONSE

« Tout ce que nous avons fait a été contesté »

FRANÇOIS FILLON

MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE EN 2004 ET 2005

JEAN-PIERRE OBIN, l'ancien inspecteur général qui a piloté le rapport en 2004, reproche au ministre de l'Éducation d'alors, François Fillon, d'avoir « enterré » cette enquête alarmante. Qu'en pense l'intéressé ?

Sollicité hier par téléphone pour en parler, il nous a adressé plusieurs SMS. « Ministre de l'Éducation nationale de mars 2004 à mai 2005, j'ai mis en œuvre la loi sur les signes religieux à l'école que j'ai été l'un des rares à défendre depuis le début devant la commission Stasi et contre la plupart des organisations syndicales et de parents d'élèves et bon nombre d'inspecteurs généraux collègues de M. Obin », tient à rappeler l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy. « Ce rapport n'a pas été enterré et ses préconisations par ailleurs assez minces ont été présentées dans l'élaboration de la loi sur l'école combattue également par les organisations syndicales, l'inspection générale et les organisations de parents d'élèves. Nous n'en avons sûrement pas fait assez mais tout ce que nous avons fait a été contesté et le plus souvent défait par les ministres qui ont suivi », poursuit-il, signalant qu'il

« cite le rapport » dans son « livre *Vaincre le totalitarisme islamique* page 98 ».

« Au final, avec l'interdiction des signes religieux et la circulaire sur la laïcité de mai 2004, je crois avoir plus agi que la plupart de mes successeurs dans ce champ-là », se défend-il. Quand on lui demande pourquoi le rapport n'a pas été publié, il écrit : « Je n'en ai aucun souvenir. »

PROPOS RECUEILLIS PAR V.MD



LP / PHILIPPE DE POULPQUET